

English En Français



Recherche

FREE HEADLINES: [Email](#) • [RSS](#) || [Mon Compte](#)[MYAFRICA](#) [VOYAGE](#) [BLOGAFRICA](#) [SOURCES](#)[Pays](#) [Rubriques](#) [Développement](#) [BizTech](#) [Arts](#) [Sports](#) [Relations Extérieures](#) [Gouvernance](#) [Multimédia](#)

Burkina Faso: Elie Justin OUEDRAOGO, directeur national de SEMAFO - « je ne suis pas pessimiste sur le développement minier du pays »

PAR DAOUA EMILE OUEDRAOGO, 27 NOVEMBRE 2011

 0

0

INTERVIEW

De Poura à Mana, en passant par le ministère des Mines et de l'Energie, il a roulé sa bosse dans la gestion et la production des mines et de l'énergie. Aujourd'hui, directeur national de Société d'exploitation minière d'Afrique de l'ouest (SEMAFO), Elie Justin Ouédraogo ambitionne de donner un nouveau visage à la gestion des mines : celui tourné vers la satisfaction de toutes les parties prenantes au processus de production du métal jaune : l'Etat, les populations, les industries minières. A travers cet entretien, il aborde les questions d'actualité du secteur : le cyanure, l'amélioration des conditions de vie des populations, l'ambition de SEMAFO pour le Burkina Faso.

Présentez-nous brièvement la SEMAFO ?

La SEMAFO est une société minière d'Afrique de l'Ouest dont le siège social est basé à Montréal. Elle opère aujourd'hui dans trois pays que sont la Guinée, le Niger et le Burkina Faso. La SEMAFO a choisi l'Afrique de l'Ouest pour plusieurs raisons. Premièrement, la géologie ne connaît pas de frontières et, l'Afrique de l'Ouest offre, géologiquement, un espace homogène. La deuxième raison, fondamentale, est que cet espace est assez homogène sur les plans culturel, économique et social. SEMAFO a pour mission et pour objectif de bien s'insérer dans le contexte socioculturel dans lequel elle évolue. Or, il est important d'avoir une bonne compréhension de la culture ou du contexte économique.

Pour revenir à la mine de Mana, elle est la dernière mine mise en production par SEMAFO. Cependant, elle est la plus importante. Elle constitue à peu près 70 à 75 % de l'actif de la Société. Elle présente des perspectives très intéressantes, non seulement pour SEMAFO, mais également, pour le Burkina. Mana est le gisement qu'on attendait tous en ce sens qu'il s'agit d'un gisement important par son volume et riche par ses teneurs. Il est également un gisement qui s'enracine franchement en profondeur. Il va donner des productions à l'instar des grandes mines d'Afrique de l'ouest qu'on connaît comme Oboassi qui est une mine souterraine au Ghana.

L'objectif de SEMAFO est d'entamer la production souterraine en 2012. Où en êtes-vous avec ce projet ?

Par sa taille, la mine souterraine de Mana n'est pas comparable à celle de Poura. Mana s'enracine à plus de 700 mètres. Il est clair que l'enracinement ira au delà de cette profondeur. Les sondages faits ont permis de dégager une étude de faisabilité qui nous permet d'envisager réellement un apport de la mine qui serait de l'ordre de 3 tonnes d'or par an en plus de ce qui est déjà produit. Depuis le démarrage de la mine en mars 2008, nous avons doublé nos capacités de production. Cela n'est pas dû au fait que nous écrivions mais parce que nous avons fait de nouvelles découvertes qui nous autorisent à doubler les capacités de production. Donc de 3 tonnes initialement prévues, nous sommes à 5-6 tonnes. La mine souterraine va nous apporter 3 autres tonnes supplémentaires. A l'horizon 2013-2014, la Société produira environ 9 à 10 tonnes d'or par an. Elle se classe de facto dans les mines de classe mondiale. C'est une très belle signature géologique pour le Burkina. Nous avons fini l'étude de faisabilité, nous attendons les autorisations pour démarrer les travaux du souterrain. Un des événements importants, dans le cadre de ce projet, est la signature d'un accord avec la Société nationale d'électricité (SONABEL) pour alimenter la mine en électricité à partir de Pa sur l'interconnexion Côte-d'Ivoire-Burkina.

Sera-t-elle une réalité dans le délai fixé ?

Il n'y a pas l'ombre d'un doute. Tous les ingrédients sont là ; on attend simplement que le dossier suive administrativement son cours. Techniquement tout est prêt.

Quels résultats escomptez-vous à travers la production souterraine en termes d'emplois créés, d'impôts payés à l'Etat, de dividendes pour la société ?

Pour 2011, nous prévoyons de payer en termes d'impôts à peu près 30 milliards de FCFA à l'Etat pour ce qui est de la production actuelle de 6 tonnes. La mine souterraine apporterait alors environ 15 milliards en plus, en termes d'impôts directs. Je ne vous parle pas des impôts indirects et des autres retombées qui sont plus diffus mais qui existent et qui ont un impact sur la vie économique et sociale du pays. En termes d'embauche, il faut s'attendre à un besoin d'environ 300 employés supplémentaires. Ils seront des employés particuliers parce que la mine souterraine requiert des qualifications autres, donc il va falloir former des nationaux. Ce sera un défi de transfert de compétences vis-à-vis des ouvriers nationaux. Au niveau de la mine en surface, il y a actuellement une politique de transfert de compétences qui est extrêmement importante. C'est l'un des objectifs majeurs de SEMAFO. Le taux d'encadrement global actuel, expatriés par rapport aux nationaux, est de l'ordre de 5 à 6 %.

Quelles sont les actions menées par Semafo pour la protection de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie des populations ?

La protection de l'environnement devient une thématique fondamentale. Les paradigmes dominants dans le secteur minier ont changé. On ne peut plus faire les mines comme avant. Il est vrai que les mines ont une mauvaise image à cause du fait que, depuis la période coloniale à l'image de Poura, les mines ont été exploitées sans souci de préserver l'environnement et sans tenir compte de l'impact que cela devait avoir en termes d'amélioration des conditions de vie globalement du pays, et plus particulièrement, l'amélioration des conditions de vie des populations locales. La nouvelle philosophie dans les opérations minières, c'est le souci de minimiser l'impact de la mine sur l'environnement et de restaurer l'environnement en pensant à l'après-mine. Aujourd'hui, le gouvernement ne délivre jamais un permis d'exploitation sans une étude d'impact environnemental. Les études d'impact environnemental sont des études très sérieuses avec des critères extrêmement importants, suivies par le ministère de l'environnement. Cela n'existait pas avant. Dans le code minier, il y a une disposition qui oblige les mines à faire des provisions pour la reconstitution de l'environnement en fonction de l'impact négatif que votre opération va avoir sur celle-ci. A la fin de votre exploitation, vous devez avoir provisionné le montant nécessaire pour la restauration du site. Pour SEMAFO qui est à 2-3 ans d'exploitation, nous avons déjà approvisionné ce compte autour d'un milliard de F CFA. Au Burkina Faso, aucune mine ne peut avoir d'autorisation d'opérer sans fournir certains documents et, pris l'engagement de provisionner ce compte. Ce compte est logé dans une banque privée de la place et ne peut être mouvementé que par le ministre des Finances. Donc, il y a des dispositions légales qui changent les conditions d'opérer dans les mines. Il y a également ce souci d'optimiser l'impact des mines dans les pays d'implantations et, singulièrement l'impact positif en termes d'amélioration des conditions des populations environnantes. Je parle là de la relocalisation avec la reconstruction des habitations qui étaient concernées par le périmètre de la mine.

Il existe aussi la Fondation SEMAFO...

SEMAFO mine est une activité spécifique et la mine ne peut pas être éternelle. C'est pour cela qu'on a créé la fondation SEMAFO. Le rôle de la fondation est d'utiliser la mine comme opportunité pour enclencher un développement durable local, autonome de la mine, au bénéfice de la population. L'erreur qui a été commise à Poura par exemple, c'est de ne pas avoir pris en compte le fait qu'une mine se ferme toujours peu importe le temps que cela prendra. Avec la fondation, on a créé des projets d'activités génératrices de revenus qui pourront continuer même si la mine venait à fermer. L'activité principale, c'est la production de beurre de karité. Cela a été mis sur pied, en prenant en compte la culture du milieu. Car, c'est ce que les femmes de là-bas savent faire de mieux. On a également un autre grand projet, celui du sésame. Il va au delà même du village de Wona et concerne plusieurs départements de la région. Nous avons fait un test d'une année qui a été un véritable succès ! Nous travaillons en partenariat avec le système des Nations unies pour les produits de base ; l'enveloppe de ce projet est de 4 millions de dollars. En une année, les femmes qui ont travaillé sur ce projet ont fait un chiffre d'affaires de 150 000 dollars. Ce sont là quelques apports de la fondation en plus du soutien classique à travers les écoles, les forages, la santé, etc. En tout état de cause, la philosophie principale est d'utiliser la mine en vue d'un développement durable à travers des projets d'activités génératrices de revenus, autonomes de la mine.

Le problème du cyanure empêche les populations de dormir. Quelle est l'expérience de SEMAFO en la matière pour protéger les populations et les oiseaux ?

En réalité, quand on parle du cyanure et des mines, on oublie de faire la grande différence entre les sociétés industrielles qui utilisent certes le cyanure, parce que c'est un élément qui rentre dans la récupération chimique de l'or mais, on l'utilise dans des conditions très précises qui font que l'impact est le plus réduit possible. A SEMAFO, la protection de l'environnement occupe une place très importante. En 2008, nous avons reçu le prix de l'environnement décerné au Canada par l'Institut des prospecteurs pour les dispositions prises par la Société au niveau de ces trois mines. Nous procédons à des périodes données à des audits environnementaux. Nous rassurons les populations en faisant des prélèvements et des analyses d'eau un peu partout. Les résultats de ces tests sont publiés. Malheureusement, cela n'est pas le cas pour l'orpaillage.

Quels commentaires faites-vous du boom minier qui s'installe au Burkina Faso ?

Personnellement, ce boom minier ne m'a pas étonné. J'ai toujours cru au potentiel minier de mon pays. D'ailleurs mon premier contrat de travail était dans le secteur, à la mine de Poura. Ma thèse de doctorat a porté sur le développement minier et le processus d'industrialisation en Afrique de l'Ouest.

Les années passées dans ce secteur m'ont convaincu que le Burkina a tout d'un pays minier. Et il deviendra, j'en suis sûr, un grand pays minier. Je suis convaincu que nous avons tous les atouts pour atteindre cette étape en essayant d'intégrer les meilleures pratiques internationales dans ce domaine, et en nous inspirant de l'expérience des pays amis voisins tels le Ghana et le Mali. Nous devons faire en sorte que le développement minier de notre pays soit basé sur un partenariat « gagnant-gagnant » entre les sociétés minières, l'Etat et les populations locales. Je ne suis pas pessimiste sur le développement minier du Burkina.

Quelles expériences avez-vous tirées de la gestion de la mine d'or de Poura que vous avez dirigée de 1990 à 1995 ?

La mine d'or de Poura est une mine qu'on oublie souvent de rappeler qu'elle du temps colonial. Nous savons aujourd'hui qu'elle a même participé à l'effort de guerre en 1939, sous la forme SMP (Société des mines de Poura) qui a été réhabilitée en 1982. Nous avons hérité de cette mine avec ces limites certaines, dans un contexte où on opérait les mines sans beaucoup de soucis environnementaux et sans tenir compte des nouveaux paradigmes. Elle a vite connu des difficultés techniques et de gestion qui ont entraîné le cycle négatif qu'on connaît. L'expérience de Poura était très difficile. Mais, c'est dans les difficultés qu'on apprend le mieux. J'ai beaucoup appris et globalement je pense que Poura est l'un des meilleurs exemples de ce qu'il ne faut plus faire dans le secteur minier. La douloureuse expérience de Poura nous a fortement inspiré dans ce que nous tentons de faire aujourd'hui à Mana.

Après cette mine, vous avez été ministre de l'Energie et des mines du Burkina Faso de 1995 à 2000. En son temps, quels sont les enjeux qui s'imposaient à ce ministère ?

J'ai eu la chance et l'honneur d'avoir été appelé par Son Excellence M le Président du Faso pour créer et gérer un ministère nouveau. J'ai moi-même choisi le fauteuil sur lequel je me suis assis et cela était un avantage ! Il fallait surtout avoir de la vision et cela a permis d'abord de définir les politiques. Il fallait mettre l'institution en place et surtout, définir les politiques. En 1996, on avait la déclaration de politique minière qui prévaudait jusqu'aujourd'hui. La même année, nous avions déclaré la décennie du développement minier. Malgré la difficulté liée à la chute du cours de l'or, en 2006 on a eu des mines qui ont commencé à produire, à l'exemple de Taparko (2006-2007). A travers PROMIN (les journées de la promotion minière), nous avons fait beaucoup de promotion du secteur minier du pays. Ma chance est que le Burkina comptait de très grands hommes du secteur minier. Des gens de très grands calibres et de très grande compétence. En m'appuyant sur eux, on a pu aller un peu plus vite que prévu.

Il n'y a pas longtemps, vous avez été choisi pour conduire la destinée de la Chambre des mines du Burkina Faso. Quelles sont les objectifs visés par cette organisation ?

La Chambre des mines était le chaînon manquant au niveau institutionnel pour consacrer la marche du Burkina vers un pays minier. Il était normal que les opérateurs eux-mêmes s'organisent à un niveau assez important pour apporter leur contribution à la définition des politiques, à la prise en charge des préoccupations dont on a parlées tantôt. Sa mise en place arrive au moment opportun. Nous sentons la détermination de la part des différents membres à faire en sorte que ce ne soit pas une institution de plus mais, une institution qui apporte un plus.

Quelles actions comptez-vous mener à la tête de cette Chambre afin que les miniers du Burkina Faso puissent faire entendre leur voix dans le processus d'amélioration des conditions de créations et d'existence des mines ?

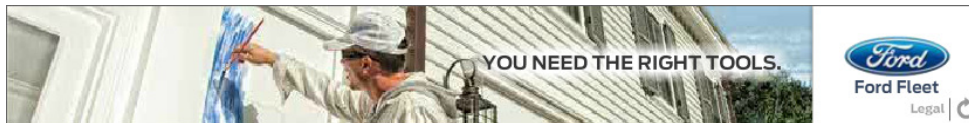
Je souhaite plutôt que la chambre des mines soit une force de proposition. Elle doit améliorer le dialogue qui existe déjà avec l'Administration. L'un de nos gros problèmes est le fait d'avoir des pratiques administratives de tradition française alors que les mines sont de fait, de tradition anglo-saxonne. C'est une autre pratique. La difficulté est que notre Administration n'a pas encore pris suffisamment en compte la spécificité de notre secteur. Donc, il y a certains points à clarifier en termes de fiscalité, de douane pour qu'il y ait une plus grande compréhension dans la transparence et le souci d'équité. Car, c'est un partenariat à long terme et tout le monde doit être le plus ouvert possible. L'objectif de la chambre des mines est, entre autres, de faire en sorte que les mines apportent leur contribution au développement du pays. Il faut avoir une approche gagnant-gagnant entre les actionnaires, les sociétés privées, l'Etat et les populations locales afin que chacun se sente gagnant dans le processus. C'est ainsi qu'on pourra mettre en place des conditions de travail sereines pour les mines. Dans la même veine, nous saluons l'entrée du Burkina dans l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Le challenge consiste à comprendre le rôle et la contribution que le secteur minier peut apporter au développement économique et social du pays, tout en tenant compte des intérêts de toutes les parties prenantes

La mine de classe mondiale c'est d'abord la quantité d'or qui y est contenue. Ensuite, ce sont les conditions de son exploitabilité et de sa rentabilité. Le gisement de Wona réunit toutes ses conditions. On a un gisement important en termes de tonnages, de volume et on a des teneurs en moyennes qui sont de 2 à 3 grammes/tonne de minerai. En plus, dans le cas de Mana il y a un gisement qui s'enracine franchement. Et, il existe la théorie qui indique que lorsqu'un gisement s'étale sur une longueur donnée, il s'enracine au moins d'autant. Pour le cas de Wona, il s'étale horizontalement sur plus de 2km et demi !

Tagged: Burkina Faso, Finance, Infrastructures, Ressources Minières, Afrique de l'Ouest

Copyright © 2011 Sidwaya. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com). Pour tout commentaire — ou demande d'autorisation de reproduction ou de diffusion, contactez directement le propriétaire des droits en [cliquant ici](#).

AllAfrica collecte et indexe du contenu provenant de plus de [130 organes de presse d'Afrique](#) ainsi que de plus de [200 autres sources d'informations et de nouvelles](#). Les pourvoyeurs d'informations d' AllAfrica gardent l'entière responsabilité éditoriale de leur production. Les articles et documents identifiant AllAfrica comme source sont [produits ou commandés par AllAfrica](#).



SOUSCRIVEZ À ALLAFRICA VIA RSS

AllAfrica est une voix de, par et sur l'Afrique agrégeant, produisant et distribuant plus de 2000 articles et nouvelles par jour provenant de plus de 130 organes de presse africaine et de nos propres journalistes à un public africain et mondial. Nous opérons à partir de Cape Town, Dakar, Lagos, Monrovia, Nairobi et Washington DC.

© 2012 AllAfrica // Mentions légales // Contactez-nous

AllAfrica - All the Time